



Liberté, égalité, fraternité et enseignement. Depuis 1905.

Objet : Gestion de la pandémie à L'Education Nationale, académie de Montpellier

Madame La Rectrice,

Je me dirige vers vous en cette rentrée en tant que président académique d'une organisation syndicale représentative pour tous les personnels de l'Education Nationale, organisation élue dans les instances départementales, académiques et nationales.

Je me fais le porte-voix de centaines de collègues qui sont las de la gestion catastrophique de la pandémie et je ne parlerai que de notre académie. Ce courrier vise à vous alerter et à faire remonter à votre hiérarchie, afin que la voix des personnels de terrain puisse être entendue.

Une fois de plus, les personnels, les usagers ont appris la veille de la rentrée et par voie de presse le protocole qui allait être mis en place à l'Education Nationale. Cela vient démontrer l'impréparation et le manque d'anticipation alors qu'il existe des protocoles établis en fonction des incidences.

Par ailleurs, le SNALC exige que soit banni des différents discours le terme d' « absentéisme », qui revêt une connotation péjorative. L'absence de certains personnels n'est pas de leur fait car ils subissent les mêmes dégâts que la société civile.

Aussi, il convient de noter :

- L'insuffisance générale des mesures prises à l'École, en termes de personnels et de moyens matériels (équipements, aération, remplacements, etc.)
- L'arrivée extrêmement tardive des nouvelles règles, d'autant plus problématiques que ces règles sont complexes avec un mode de communication toujours aussi problématique (on fait la publicité d'interventions médiatiques, mais l'information n'arrive souvent dans la messagerie professionnelle qu'après la rentrée).
- La nouveauté de la non-fermeture des classes avec trois cas positifs, qui constitue objectivement un allègement du protocole alors qu'on nous présente la situation comme très grave (« raz-de marée », etc.)
- La position « molle » sur la question des réunions en présentiel. Elles sont déconseillées mais non formellement interdites (et donc maintenues dans certains établissements et non maintenues dans d'autres, sans qu'il y ait une quelconque cohérence sanitaire sur le sujet).

- Le protocole de tests qui est incroyablement bureaucratique, notamment dans le premier degré, et occasionne une réelle surcharge de travail pour les équipes, d'autant qu'on risque de devoir enchaîner les tests à chaque nouveau cas positif (d'autant plus si l'on ne ferme pas au bout de 3 cas). À l'arrivée, de nombreuses familles risquent de ne pas faire les autotests.
- La difficulté des pharmacies à fournir massivement les deux autotests indiqués.
- Le « contact tracing » va devenir de plus en plus compliqué à réaliser dans le second degré avec la multiplication des cas.
 - Le besoin d'éléments scientifiques sur la proportion de « faux-négatifs » pour les tests antigéniques avec le variant omicron, alors même qu'une grande partie de la stratégie repose sur des autotests (antigéniques, donc). Besoin également d'éléments scientifiques sur les niveaux de protocoles, qui n'ont pas changé, ce qui est contre-intuitif.
 - Le risque très important d'une école en pointillés, où des élèves seront tour à tour absents, ce qui rend difficile la progression pédagogique et l'évaluation (plus encore au lycée avec le contrôle continu et les épreuves de spécialité à venir). Nous réitérons notre demande de bien rappeler qu'un même enseignant ne fait pas simultanément du présentiel et du distanciel.
- Notre position reste inchangée sur un Pass sanitaire ou vaccinal pour les personnels à l'École : les personnels sont très largement vaccinés, et 90 à 95% des personnes circulant à l'école sont des élèves.

De manière générale, alors que le dialogue et l'écoute ont pu être de qualité à partir de l'hiver dernier, le SNALC retrouve ici la gestion de la crise des débuts : chaotique, court-termiste, posant un faux débat entre les « ouvristes » et les « fermistes ». Alors qu'on présente publiquement la situation comme grave et qu'on prend des mesures en conséquence (télétravail obligatoire, par exemple), l'École est à contre-courant de la gestion globale. Cela donne plus que jamais le sentiment que l'École est une variable d'ajustement.

C'est pourquoi, nous vous demandons dans l'urgence de fournir tous les personnels de l'Éducation nationale en masques FFP2 (un par jour), de fournir des masques transparents aux enfants en primaire qui voient leurs apprentissages bouleversés, des capteurs de CO2 dans toutes les salles ainsi que des purificateurs d'air, des autotests à tous les personnels (une boîte mensuelle), d'instaurer partout où cela est possible des demi-jauges afin de respecter les règles de distanciation.

Aussi, nous vous demandons de lancer un plan de recrutement massif de remplaçants dans le premier et second degré ainsi que dans les services académiques et administratifs. En effet, nous apprenons ce jour que des formations sont reportées pour pallier le manque de remplaçants.

En effet, en période de crise, il faut se donner les moyens de ses ambitions. Si le SNALC s'est toujours félicité du fait qu'il fallait permettre une continuité pédagogique et administrative, cela ne peut se faire correctement sans un véritable plan d'investissement.

Enfin, et vous le savez, le SNALC n'est pas un syndicat idéologue ni alarmiste. Il pose sur la table des constats et des solutions. Nous vous rappelons que notre ministre de tutelle a rendu 600 millions d'euros de crédits à Bercy. Que ces derniers auraient pu financer un plan de recrutement pour pallier à deux ans de crise, d'équiper les personnels en ordinateurs, d'équiper les salles en purificateurs d'air et en capteurs de CO2.

Au moment où la presse se fait l'écho de primes sans précédents pour certains hauts fonctionnaires de l'Education Nationale pouvant aller jusqu'à 50 000 euros par an, d'autres sur le terrain sont en première ligne pour accueillir les enfants, font vivre la continuité pédagogique et administrative et ne connaissent aucune revalorisation.

Il est nécessaire de récompenser tous les personnels qui depuis un an et demi sont là, présents et sans qui rien ne pourrait fonctionner. C'est pourquoi, nous revendiquons la création d'une prime Covid pour l'ensemble des personnels de terrain. Ce ne serait qu'une façon de reconnaître leur investissement. Nous sommes tous guidés par la même volonté de rendre à nos enfants le goût d'apprendre, d'aller à l'école et de revivre librement pour que jeunesse se passe.

Permettez-moi, Madame La Rectrice, au nom du SNALC de l'académie de Montpellier de vous souhaiter à vous et vos services les meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

Je vous prie d'agréer, mes salutations, les plus distinguées et vous prie de croire à mon attachement à un service public de qualité et de proximité.

Karim El Ouardi

Président académique du SNALC

